

# Épargner autrement?

L'épargne des Belges dépasse les 400 milliards d'euros. Du jamais vu! Toujours en progrès! Elle est confiée pour l'essentiel aux banques traditionnelles. Est-ce la seule solution? La plus porteuse d'intérêts sociétaux?



Adobe stock - weerapat1003

Récemment, lors d'un atelier «éducation permanente» consacré à notre marge de manœuvre face à la mondialisation, un participant suggère que chacun-e pourrait s'interroger sur «comment épargner autrement pour éviter que notre argent soit investi dans des entreprises qui ont des activités que nous désapprouvons». Réaction spontanée dans la salle: «C'est un problème pour les 10% de riches. Pas pour moi!». Terrain délicat, voire tabou. On passe à autre chose.

En réalité, plus de 70% des ménages belges épargnent plus ou moins régulièrement. Il y a celles et ceux qui parviennent à «mettre un peu de côté», chaque mois ou presque, en misant sur «une sécurité» pour leurs vieux jours. Il y a aussi environ 25% des Belges qui ont des salaires de 4.000€ et plus, voire beaucoup plus. Ceux-là épargnent davantage et/ou investissent dans des fonds de placement à risques.

Retour à nos 400 milliards. Où les retrouve-t-on? Ils sont, pour l'essentiel, confiés aux grandes banques sur des comptes d'épargne ou, de plus en plus souvent, laissés sur des comptes courants. L'épargne-pension connaît aussi un fort beau succès. Encore les banques et les assurances! Et voilà que, depuis quelques années, ce secteur propose des produits éthiques et durables. Des produits au-dessus de tout soupçon. Vraiment? Ils méritent en tout cas un examen approfondi. C'est le droit de tout-e épargnant-e de vérifier ce qui se cache derrière ces beaux labels. C'est aussi une démarche qui

**La palme de la banque éthique et durable revient à Triodos (93/100), loin devant Van Lanschot (70), VDK Spaarbank (62), Argenta (53), ING (52) et KBC (44).**

fait réfléchir les banquiers. Surtout si, après examen, on décide de «changer de crèmerie» parce qu'on a découvert qu'il fait «plus propre» ailleurs! Changer de banque est d'ailleurs devenu plus facile avec [www.bankswitching.be](http://www.bankswitching.be).

## Santé éthique

Comment savoir? On n'imagine pas que chaque épargnant-e va aller consulter les rapports annuels de l'institution à laquelle il ou elle a confié ses économies. Pour éclairer nos lanternes, des associations belges<sup>(2)</sup> ont mené des investigations sérieuses. Elles s'inscrivent dans un mouvement plus large, le «Fair finance guide international». Leurs informations proviennent aussi de l'enquête «Dirty profits» qui établit les liens financiers entre les banques et 25 entreprises qui ont un impact négatif sur les personnes et/ou l'environnement. Sont soigneusement scrutées les politiques d'investissement de neuf banques belges en matière de climat, droits humains, droit du travail, fiscalité et corruption, armement, transparence...

Bon, vous êtes impatient-e-s de découvrir ce classement «éthique»? La palme revient à la banque Triodos (93/100). Loin devant Van Lanschot (70), VDK Spaarbank (62), Argenta (53), ING (52), et KBC (44). Belfius (35), Deutsche Bank (30) et BNP Paribas (29) sont, elles, dans le «rouge» du classement. Si vous voulez en savoir plus, visitez le site du «scan des banques» ([www.scandesbanques.be](http://www.scandesbanques.be)), qui analyse plusieurs points (climat, droits de l'homme, armes, fiscalité, etc.)

Faute de moyens, l'enquête se limite aux banques les plus grandes (BNP Paribas, ING, KBC et Belfius représentent 75% du marché) et à celles, plus petites, qui ont mis en place des initiatives éthiques et durables. Vous pouvez envoyer directement un mail de compliment (ou de plainte) à votre institution bancaire en fonction de ses résultats... Quelle est l'ambition des associations qui mènent ces recherches? Notre information bien sûr et, dans la foulée, notre réaction auprès de nos banques: «faire changer la politique d'investissement des banques sous la pression

des clients. Et, à plus long terme, obtenir du législateur qu'il détermine quels investissements sont autorisés ou ne le sont pas».

À ce titre, soulignons la campagne «Move your money» qui pose un ultimatum aux quatre grandes banques en Belgique afin de s'aligner aux accords sur le climat. Sinon les signataires changeront de banque.

## Autrement!

Nos médias ne consacrent pas beaucoup d'espace aux résultats de ces enquêtes, ni à d'autres formes d'épargne alternative.

Pourtant, il est possible de changer et d'abandonner la banque de papa qui est parfois aussi celle de bon-papa (elle a juste changé de nom et de logo). Ainsi dans les milieux culturels, associatifs et de l'éducation permanente, nombreuses sont les personnes et associations qui ont opté pour Triodos.

En dehors du secteur bancaire, il y a pas mal de possibilités de placer son argent «autrement» et de participer au développement de projets de société conformes à nos valeurs. Impossible d'être exhaustif tant les possibilités sont nombreuses et (trop) peu connues. Je me limiterai à ce que je connais et je vous invite à poursuivre votre recherche. Il y a par exemple la possibilité de prendre des parts de coopérateurs (remboursables) dans la myriade de coopératives qui naissent et cherchent des investisseurs pour des projets vraiment alternatifs. Voire de proximité. Un large éventail qui passe par l'alimentation, la culture, l'agriculture, la finance, les énergies renouvelables, etc. Vous en trouverez une série sur le site de Financité. En particulier celles qui ont reçu le label de «Financité-Fairfin» de la finance solidaire ([www.labelfinancite.be](http://www.labelfinancite.be)). À chacun-e de les découvrir et d'y participer «si affinités».

## Au Nord et au Sud

Je pointerai deux de ces labels que je connais mieux: Crédal, qui travaille en Belgique, et Alterfin, qui soutient des projets au Sud de la planète. «Credal-L'argent solidaire», ce sont trois asbl et une coopérative de taille respectable: 35 millions d'euros de fonds propres et plus de 3.000 coopérateurs. Ici, l'argent que vous confiez à la coopérative a une finalité bien différente de celle de l'épargne en banque. Ces parts de coopérateur permettront, entre autres, à des entreprises de l'économie sociale de se développer, à des petits entrepreneurs de démarrer avec du micro-crédit, à accorder des prêts à des personnes qui sont refusées par les banques.

Crédal privilégie l'accompagnement des projets de leur conception à leur maturité. «À lire certains dos-

siers présentés au comité de validation, une épicerie zéro déchet, un café citoyen, un hall relais agricole, une éolienne citoyenne, une maison médicale, on a l'enthousiasmant sentiment que l'on peut se permettre d'être plus optimiste. Quelque chose est en train de se passer. Une autre façon d'envisager le monde. De le construire. D'y faire sa place. D'y faire une place pour tous».

Ajoutez-y une information trimestrielle de tou-te-s les coopérateurs et coopératrices sur tous les prêts accordés et un rapport annuel très clair et illustré avec humour par le dessinateur Kanar ([www.credal.be](http://www.credal.be)).

On peut aussi consacrer une partie de son épargne à des projets menés au Sud de la planète. C'est ce que propose Alterfin. Cette coopérative investit via des institutions de microfinance et des associations de petits producteurs actives dans l'agriculture durable. Avec 155 partenaires dans 34 pays. Un exemple: Alterfin a accordé un crédit de 250.000€ à Terral. Cette organisation les utilisera pour acheter le riz à de petits agriculteurs sénégalais pour ensuite le transformer et le commercialiser. Et, au bout du compte, vendre le riz local à un prix juste qui doit permettre aux petits producteurs de mener une vie décente. Bien d'autres projets sont à découvrir sur le site [www.alterfin.be](http://www.alterfin.be)

Dans ces deux cas, un modeste dividende est prévu. Mais ce n'est évidemment pas pour cela que quelques milliers de citoyen-ne-s ont décidé d'opter pour des formes d'épargne alternatives et solidaires. S'ils s'engagent dans cette voie, c'est parce qu'elles/ils sont convaincu-e-s que l'argent qu'ils/elles ont la chance de pouvoir placer portera des «intérêts» incomparables sur le plan humain et sociétal.

■ Jacques Liesenborghs

Retrouvez cette analyse complète sur [www.acrf.be](http://www.acrf.be)

### La politique d'investissement de ING

Changement climatique	21%	<div style="width: 21%;"></div>
Nature	63%	<div style="width: 63%;"></div>
Droits de l'homme	65%	<div style="width: 65%;"></div>
Droit du travail	83%	<div style="width: 83%;"></div>
Armes	57%	<div style="width: 57%;"></div>
Fiscalité	32%	<div style="width: 32%;"></div>
Bonud et rémunération	36%	<div style="width: 36%;"></div>
Transparence	40%	<div style="width: 40%;"></div>
Corruption	67%	<div style="width: 67%;"></div>

<sup>(1)</sup> C'est le montant sur les livrets d'épargne (y compris les comptes à vue, les comptes à terme et les devises), selon une étude de BNPP de mars 2019.

<sup>(2)</sup> CNCND 11.11.11, Amnesty, Oxfam Solidarité, Réseau Financité, Bond Beter Leefmilieu, Netwerk Bewust Verbruiken.